

Unité départementale de l'Ain  
Immeuble DDT  
23 rue Bourgmayer  
01012 Bourg En Bresse

Bourg En Bresse, le 16/05/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22/04/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SICO**

Allée des combes  
01150 Blyes

Références :P4S-24-63  
Code AIOT : 0006110065

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/04/2024 dans l'établissement SICO implanté 400, Allée des combes 01150 Blyes. L'inspection a été annoncée le 06/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée dans le cadre de l'action régionale sur le respect de l'autosurveillance des rejets aqueux dans les ICPE soumises à autorisation ou enregistrement.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SICO
- 400, Allée des combes 01150 Blyes
- Code AIOT : 0006110065
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société SICO, localisée dans le Parc Industriel de la Plaine de l'Ain à Blyes, a pour activité le conditionnement aérosol et non-aérosol de produits destinés à des activités d'hygiène (cosmétiques, insecticides, ...) ou agroalimentaires.

Le site dispose de 3 chaînes de conditionnement aérosol et une chaîne de conditionnement liquide. Des activités de formulation sont également présentes.

Sur le plan administratif, le site est réglementé par les dispositions de l'arrêté préfectoral cadre modifié du 30 novembre 2012. Il est classé SEVESO seuil bas.

**Thèmes de l'inspection :**

- Action régionale 2024 (rejets aqueux)

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Schéma des réseaux	Arrêté Préfectoral du 30/11/2012, article 4.2.2	Demande d'action corrective	3 mois
3	Points de prélèvement aménagés	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	Demande d'action corrective	3 mois
5	Respect des VLE Actions correctives en cas de dépassement	Arrêté Ministériel du 30/11/2012, article 4.3.7.1 & 4.3.9.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	Sans objet
4	Respect des périodicités minimales de surveillance	Arrêté Préfectoral du 30/11/2012, article 8.2.4	Sans objet
6	Transmission GI-DAF	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	Sans objet
7	Débit de rejet	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60	Sans objet
8	Contrôle de recalage	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Trois types d'effluents aqueux sont présents sur le site : des eaux pluviales de toitures et de voiries, des eaux domestiques et des eaux industrielles issues du nettoyage des lignes de conditionnement. Ces dernières sont traitées en partie sur le site via un évapoconcentrateur. L'exploitant respecte ses obligations en termes de fréquence d'analyses des rejets aqueux de son établissement. Pour ce qui concerne les eaux résiduaires, il est nécessaire de réaliser un aménagement adéquat pour leur prélèvement. A ce jour, les eaux prélevées pour les analyses trimestrielles, sont des eaux diluées aux eaux domestiques; rendant ainsi relative l'absence de dépassements de VLE. Il est à noter que ces eaux résiduaires, mélangées aux eaux domestiques rejoignent la station d'épuration de la zone industrielle, dont le gestionnaire est destinataire des résultats des analyses selon l'exploitant. Lorsque des dépassements sont observés, l'exploitant met en place des actions correctives.

## 2-4) Fiches de constats

<b>N° 1 : Schéma des réseaux</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/11/2012, article 4.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Schéma des réseaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître : <ul style="list-style-type: none"><li>- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,</li><li>- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...)</li><li>- les secteurs collectés et les réseaux associés</li><li>- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)</li><li>- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).</li></ul>
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté un plan des réseaux de tous les effluents aqueux : eaux domestiques, eaux pluviales (EP) toitures et voiries, ainsi que les eaux résiduaires (ER). Ce plan est daté du 30 juin 2014. Selon l'exploitant, le site n'a pas fait l'objet de modifications nécessitant une mise à jour de ce plan. Les EP de toitures, non susceptibles d'être polluées sont acheminées vers un fossé filtrant. Les EP de voiries, susceptibles d'être polluées sont acheminées vers des bassins du site, transitent via un déshuileur / débourbeur, avant de rejoindre le réseau collectif des eaux pluviales de la zone industrielle. Les ER sont traitées sur le site par un évapoconcentrateur. Les vapeurs condensées, rejoignent la station d'épuration du Parc Industriel de la Plaine de l'Ain. Les points de prélèvements des EP voiries et des ER ne sont pas identifiés sur le plan. Le jour de la visite, l'exploitant a présenté sur site les lieux de prélèvements pour les ER. Pour les EP voiries, l'exploitant a transmis l'information du point de prélèvement après renseignement auprès de l'entreprise extérieure.

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
Au plus tard sous 3 mois, l'exploitant doit compléter son plan des réseaux en indiquant les points de prélèvement des eaux EP voiries et des ER.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

<b>N° 2 : Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur. Les dispositifs de rejet des eaux résiduaires sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation.
<b>Constats :</b>  Les ER ou les EP de voiries ne sont pas rejetées directement dans un milieu naturel, mais rejoignent les réseaux d'EP et de traitement collectif de la zone industrielle.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

<b>N° 3 : Points de prélèvement aménagés</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Points de prélèvement aménagés
<b>Prescription contrôlée :</b>  Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...). Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  Comme indiqué au point de contrôle 1, la zone de prélèvement pour les EP de voiries n'a pas pu être observée le jour de la visite. Les rapports d'analyse de 2023 ne font pas mention d'une difficulté particulière concernant le prélèvement.

Pour ce qui concerne les ER, les analyses sont réalisées soit mensuellement (6 paramètres), soit trimestriellement (14 paramètres), conformément à l'arrêté préfectoral du site.

Dans le premier cas, le prélèvement (ponctuel) est effectué par l'exploitant, sur un point directement au niveau de l'évapoconcentrateur, puis le prélèvement est envoyé au laboratoire pour analyse.

Dans le second cas, il existe une trappe intermédiaire de rejet des eaux traitées, puis une trappe finale où arrivent également les eaux domestiques, avant de rejoindre la station de traitement du PIPA. Selon l'exploitant, son point de prélèvement (au niveau de l'évapoconcentrateur) et la trappe intermédiaire de rejet des ER sont inadaptés pour le prélèvement des laboratoires, qui dure 24 heures et nécessite beaucoup plus d'espace pour les équipements. Ainsi, le prélèvement trimestriel est réalisé, par l'entreprise extérieure, au niveau de la zone de mélange des ER et des eaux domestiques. L'exploitant indique qu'un nettoyage (écoulement intense pour évacuer un maximum les eaux domestiques) est réalisé en amont des prélèvements, à minima sur la journée précédente.

Par conséquent, les eaux prélevées trimestriellement pour l'analyse des ER, sont diluées par les eaux domestiques.

Il est à noter que, pour les paramètres analysés mensuellement, il n'est pas observé de dépassement vis-à-vis des VLE. De même, globalement il n'est pas observé de dépassements pour les analyses trimestrielles. Toutefois, les eaux étant diluées, les résultats ne sont pas conclusifs pour tous les autres paramètres analysés uniquement de façon trimestrielle.

Selon l'exploitant, ce mélange n'est pas problématique pour la station d'épuration du PIPA, qui a les résultats de l'ensemble des eaux qu'elle doit ainsi traiter.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Au plus tard sous 3 mois, l'exploitant doit transmettre un plan d'action permettant aux entreprises extérieures de prélever les ER non diluées, dans de bonnes conditions.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

N° 4 : Respect des périodicités minimales de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/11/2012, article 8.2.4

Thème(s) : Risques chroniques, Respect des périodicités minimales de surveillance

Prescription contrôlée :

Les analyses trimestrielles sont réalisées sur un échantillon, prélevé sur une durée de 24 heures moyen asservi au débit, selon les normes en vigueur.

Les analyses mensuelles peuvent être réalisées sur un échantillon prélevé ponctuellement.

Les dispositions minimum suivantes sont mises en œuvre :

Paramètres	Périodicité de la mesure
Débit	Journalier
pH	Mensuelle
Température	
DCO	
DBO <sub>5</sub>	
MEST	
Hydrocarbures totaux	
Azote global	Trimestrielle
Phosphore total	
Indice phénols	
Cyanures	
Chrome hexavalent et composés	
Plomb et composés	
Cuivre et composés	
Chrome et composés	
Zinc et composés	
Manganèse et composés	
Etain et composés	
Fer, aluminium et composés	
Composés organiques halogénés (AOX)	
Fluor et composés	
Substances annexe* V.a (1)	
Substances annexe* V.b (1)	
Substances annexe* V.c.1 (1)	
Substances annexe* V.c.2 (1)	

\* : il s'agit des annexes de l'arrêté ministériel du 2 février 1998

(1)

L'analyse trimestrielle ne portera que sur les substances présentes dans l'installation au cours du mois précédent le prélèvement et visées aux annexes V.a, V.b, V.c.1 et V.c.2.

Les résultats de ces analyses sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que la liste exhaustive des produits présentes dans l'installation. Ils ne sont pas à saisir sous GIDAF.

Constats :

Les fréquences d'analyses sont respectées conformément à l'arrêté préfectoral.

Type de suites proposées : Sans suite

**N° 5 : Respect des VLE Actions correctives en cas de dépassement****Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 30/11/2012, article 4.3.71 & 4.3.91**Thème(s) :** Risques chroniques, Respect des VLE Actions correctives en cas de dépassement**Prescription contrôlée :**

Les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures.

Paramètres	Valeurs limites	
Débit	10 m³/j	
pH	> 5,5 < 8,5	
Température	< 30°C	
DCO	2000 mg/l	45 kg/j
DBO <sub>5</sub>	800 mg/l	15kg/j
Ratio DCO/DBO <sub>5</sub>	< 3,5	
MEST	600 mg/l	-
Azote global	150 mg/l	-
Phosphore total	50 mg/l	-
Indice phénols	0,3 mg/l	-
Cyanures	0,1 mg/l	-
Chrome hexavalent et composés	0,1 mg/l	-
Plomb et composés	0,5 mg/l	-
Cuivre et composés	0,5 mg/l	-
Chrome et composés	0,5 mg/l	-
Zinc et composés	2 mg/l	-
Manganèse et composés	1 mg/l	-
Etain et composés	2 mg/l	-
Fer, aluminium et composés	5 mg/l	-
Composés organiques halogénés (AOX)	1 mg/l	-
Hydrocarbures totaux	10 mg/l	-
Fluor et composés	15 mg/l	-
Substances annexe* V.a	0,05 mg/l	-
Substances annexe* V.b	1,5 mg/l	-
Substances annexe* V.c.1	4 mg/l	-
Substances annexe* V.c.2	-	10 g/j

\* : il s'agit des annexes de l'arrêté ministériel du 2 février 1998

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies :

Paramètres	Concentrations maximale moyenne sur une période de 2 heures mg/l
DCO	30
MES	35
hydrocarbures	5
AOX	1

**Constats :**ER

Comme indiqué au point de contrôle 3, l'analyse des résultats trimestriels des ER est rendue difficile par la dilution des eaux traitées par l'évapoconcentrateur avec celle des eaux domestiques.



Pour ce qui concerne les analyses mensuelles, il est noté un dépassement de la VLE pour les hydrocarbures sur janvier (28,5 mg/L) et février 2024 (14,9 mg/L). Face à ces dépassements, l'exploitant a procédé au nettoyage de l'évapoconcentrateur. Un changement du charbon actif est également prévu. Toutefois, l'exploitant n'a pas pu indiquer en séance la réalisation d'une commande et le délai de remplacement de celui-ci.

De façon générale et sans attendre les résultats d'analyses, l'exploitant procède à un entretien régulier de l'évapoconcentrateur (nettoyage de filtre, rajout de soude, etc). Un fichier de maintenance a été présenté en séance.

#### EP

Aucun dépassement n'a été observé pour les mesures réalisées en 2023. Interrogé sur l'entretien des séparateurs d'hydrocarbures, l'exploitant indique qu'aucun suivi n'est réalisé. Ceux-ci fonctionnent avec une alarme sonore et sont vidangés en tant que de besoin. Aucun contrôle du fonctionnement des alarmes n'est réalisé. Le dernier curage remonte au 25 juin 2021. Le bordereau de suivi des déchets n'a pas pu être présenté.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Au plus tard sous 1 mois, l'exploitant :

- transmet à l'inspection les informations concernant la commande et la livraison du charbon actif pour l'évapoconcentrateur ;
- communique son plan d'action permettant de s'assurer du bon fonctionnement de ses séparateurs d'hydrocarbures.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 6 : Transmission GIDAF**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Transmission GIDAF

#### **Prescription contrôlée :**

Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet.

La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.

#### **Constats :**

L'exploitant transmet via GIDAF les résultats des analyses conformément à l'arrêté préfectoral. Le jour de la visite, uniquement ceux du mois de mars 2024 n'étaient pas renseignés. L'exploitant in-

dique être en attente des résultats, les prélèvements ayant été réalisés le 04 mars.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant doit poursuivre le renseignement de GIDAF dès réception des résultats d'analyses.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

<b>N° 7 : Débit de rejet</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Débit de rejet
<b>Prescription contrôlée :</b>  La détermination du débit rejeté se fait par mesures en continu lorsque le débit maximal journalier dépasse 100 m3. Dans les autres cas le débit est déterminé par une mesure journalière ou estimée à partir de la consommation d'eau. Dans le cas où il s'avérerait impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, il sera pratiqué un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels si la nature des rejets le justifie.
<b>Constats :</b>  La mesure du débit est réalisée de façon automatique au niveau de l'évapoconcentrateur et télétransmise. L'exploitant a présenté en séance les mesures journalières de la semaine précédente l'inspection. Ce point n'appelle pas de commentaire de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

<b>N° 8 : Contrôle de recalage</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle de recalage
<b>Prescription contrôlée :</b>  S'il existe au moins une mesure annuelle, l'exploitant fait procéder au moins une fois tous les deux ans à un contrôle de recalage de ses émissions dans l'eau pour toutes les mesures effectuées à une fréquence annuelle ou supérieure. Ce contrôle porte sur la réalisation comparative des prélèvements et analyses prévus dans le programme de surveillance selon le même protocole d'échantillonnage, d'une part par l'exploitant, d'autre part par un laboratoire d'analyse externe. Ce laboratoire est agréé pour les prélèvements et l'analyse ou, s'il n'existe pas d'accréditation pour le prélèvement ou pour le paramètre analysé, est accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.  L'accréditation d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.

L'exploitant met en place des mesures correctives pour remédier à tout écart constaté entre ses résultats d'analyse et ceux du laboratoire agréé. Les mesures mises en place le cas échéant sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si la surveillance des émissions de l'exploitant est déjà réalisée par un laboratoire agréé, le contrôle de recalage ne s'applique pas, à la condition que les mesures (prélèvement et analyse) soient réalisées sous agrément.

**Constats :**

Les EP voiries sont prélevées et analysées par des entreprises sous accréditation.

Pour les ER, les prélèvements mensuels sont réalisés par l'exploitant et envoyés à une entreprise sous accréditation. Pour les analyses trimestrielles (et mensuelles) de l'ensemble des paramètres de l'arrêté préfectoral, les prélèvements et analyses sont réalisés par une entreprise sous accréditation.

**Type de suites proposées :** Sans suite